

Les femmes et la prise de décision politique

Rapport sur la discussion en ligne



Les femmes et la prise de décision politique

Rapport sur la discussion en ligne



ISBN 978-92-9218-441-4

doi:10.2839/55973

© Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, 2014

Reproduction autorisée sous réserve de mention de la source.

La présente publication résume les opinions exprimées par les 33 personnes ayant participé à un débat en ligne organisé les 30 septembre et 1^{er} octobre 2013 via la plate-forme en ligne EuroGender (<http://eurogender.eige.europa.eu/>). Ce rapport a été publié dans le cadre du contrat de services EIGE/2012/OPER/23 «Animation – discussions en ligne au sein d'EuroGender», exécuté par Cultura Lavoro srl en collaboration avec European Service Network (ESN). Les constatations, interprétations et conclusions sont exclusivement celles des auteurs et ne doivent être attribuées en aucune manière à l'EIGE. Ni l'EIGE, ni aucune autre personne agissant en son nom ne peut être tenu responsable du contenu des informations contenues dans la présente publication.

Printed in Belgium

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE ÉLÉMENTAIRE (ECF)

Table des matières

Introduction	5
Organisation	5
Participation	6
Contexte	6
Résumé	7
Contributions des experts et problèmes clés soulevés	10
Conclusions	17
Annexe I – Ressources	18
Annexe II – Liste des participants	20



Introduction

Le débat en ligne sur le thème «Les femmes et la prise de décision politique» a eu lieu les 30 septembre et 1^{er} octobre 2013. Il a été organisé dans le contexte des prochaines élections du Parlement européen de 2014, ainsi qu'à la lumière des engagements pris par un vaste nombre d'institutions et de parties prenantes au niveau européen en vue de mettre en avant la question des femmes dans les instances décisionnelles politiques au cours de cette période charnière pour la démocratie européenne.

Le débat en ligne avait les objectifs suivants:

- mettre en lumière et examiner l'équilibre hommes/femmes au sein des instances de décision politique;
- recenser les obstacles à la représentation politique égale des hommes et des femmes;
- recenser et étudier les stratégies permettant de favoriser la représentation égale des hommes et des femmes à tous les niveaux du processus politique.

Le présent rapport vise à permettre une large diffusion des idées et des enseignements tirés du débat en ligne. Il a pour but de servir à la fois de ressource et d'incitation pour les personnes souhaitant maximiser la participation des femmes au processus décisionnel politique au cours de la période à venir.

Ce rapport résume les grands points soulevés ainsi que les thèmes abordés pendant le débat. Compte tenu de l'ampleur et de l'importance du débat, il est impossible de reproduire la totalité des idées et des points de vue qui y ont été exprimés.

Organisation

Le débat en ligne a été organisé en quatre sessions distinctes réparties sur deux jours. Chaque session a été consacrée à un thème spécifique, bien que les quatre thèmes choisis aient été interconnectés. Les sessions étaient les suivantes:

- Session 1: valoriser l'égalité entre les femmes et les hommes et la démocratie. Cette session a examiné la situation actuelle concernant la participation des femmes aux processus décisionnels politiques. Y ont été abordés les arguments en faveur d'une plus grande égalité entre hommes et femmes en matière de représentation politique ainsi que les meilleurs moyens de communiquer ces arguments.
- Session 2: entrée des femmes en politique. Cette session a abordé les obstacles du côté de l'offre qui empêchent les femmes de tenter de participer aux processus décisionnels politiques. Les stratégies permettant aux femmes de se faire entendre y ont été examinées.
- Session 3: ouverture des systèmes politiques. Cette session a été consacrée aux obstacles du côté de la demande qui empêchent les femmes cherchant à participer aux processus décisionnels politiques de progresser dans leur carrière politique. Des stratégies permettant de surmonter ces obstacles ont été discutées.
- Session 4: construire un avenir meilleur. Cette session a abordé les possibilités actuelles de changement et les meilleurs moyens d'en tirer profit. Elle s'est notamment concentrée sur le rôle que peuvent jouer les quotas dans l'obtention d'une représentation politique équilibrée entre les hommes et les femmes à tous les niveaux.



Participation

Trente-trois personnes ont contribué aux deux jours de débat en ligne et un groupe plus large de 105 utilisateurs actifs y a participé. Les participants venaient du monde universitaire, de la société civile, du secteur public, de réseaux d'experts et des institutions organisatrices. Les participants provenaient de 15 États membres différents ainsi que de Tunisie. Au total, quelque 217 contributions ont été proposées au cours des quatre sessions. Le débat a été mené en anglais.

Y ont notamment participé trois députés du Parlement européen. Un échange spécifique en ligne a eu lieu avec Sirpa Pietikäinen, députée européenne finlandaise, à la fin de la première journée. M^{me} Pietikäinen était rapporteure pour le «rapport sur la participation des femmes à la prise de décision politique – qualité et égalité» du Parlement européen de 2012 (A7-0029/2012). Marusya Lyubcheva, députée européenne originaire de Bulgarie, a participé à la troisième session du débat en ligne. Claudette Abela Baldacchino, députée européenne maltaise, a apporté sa contribution à la quatrième et dernière session du débat en ligne.

Contexte

L'**indice d'égalité des genres** de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) regroupe des indicateurs sur la dimension de genre au sein d'une seule et même mesure récapitulative permettant d'examiner les progrès accomplis en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. Six dimensions fondamentales sont évaluées: le travail, l'argent, les connaissances, le temps, le pouvoir et la santé. Le score le plus faible a été enregistré dans le domaine du pouvoir dans les instances décisionnelles: 38 à peine au niveau de l'Union européenne, un chiffre largement inférieur à la moyenne pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

Avec les élections du Parlement européen, 2014 constituera une année importante pour la politique et les femmes en politique dans l'Union. Actuellement, moins de 35 % des membres du Parlement européen sont des femmes, et seuls trois des vice-présidents du Parlement européen sont de sexe féminin.

Le Parlement européen a adopté le **«rapport sur la participation des femmes à la prise de décision politique – qualité et égalité»** [2011/2295(INI)] en 2012. Dans ce rapport, le Parlement européen a invité le Conseil, la Commission et les États membres à concevoir et à mettre en œuvre des mesures d'égalité entre les femmes et les hommes et des stratégies efficaces qui comportent plusieurs facettes afin de réaliser la parité dans la participation à la prise de décision politique et à l'exercice de responsabilités à tous les niveaux.

L'égalité dans la prise de décision est l'un des domaines d'action prioritaires définis dans la **«stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2010-2015»** de la Commission européenne. Cette stratégie souligne que malgré quelques progrès vers un équilibre entre les femmes et les hommes dans la prise des décisions politiques, les femmes n'occupent en moyenne qu'un siège sur quatre dans les parlements et les gouvernements nationaux. Elle s'engage notamment à soutenir la promotion d'une plus grande participation des femmes aux élections du Parlement européen, notamment parmi les candidats.

Le 20^e anniversaire de la plate-forme d'action de Pékin adoptée lors de la quatrième conférence mondiale des Nations unies sur les femmes sera célébré en 2015. La plate-forme d'action de Pékin a fait de l'inégalité entre hommes et femmes en matière de partage du pouvoir et de prise de décisions à tous les niveaux l'un des domaines critiques à traiter. L'objectif stratégique G1 vise à «prendre des mesures propres à assurer aux femmes l'égalité d'accès et la pleine participation aux structures du pouvoir et à la prise de décisions». L'objectif stratégique G2 consiste à «donner aux femmes les moyens de participer à la prise de décisions et d'exercer des responsabilités».

L'ampleur des inégalités de genre dans le domaine de la prise de décisions politiques constatée par l'indice d'égalité des genres de l'EIGE souligne l'importance de ce débat en ligne. Les engagements manifestes au niveau de l'Union européenne et des Nations unies en faveur de l'équilibre de genres dans la représentation politique nous rendent optimistes sur le fait qu'un changement soit possible. Les prochaines élections du Parlement européen représentent probablement l'occasion idéale de débattre sur les meilleurs moyens de faire progresser cette question.



Résumé

Session 1: Valoriser l'égalité entre les genres et la démocratie

Introduction

À 52 %, les femmes forment la majorité de la population de l'Union européenne. Pourtant, elles ne représentent que 35 % des députés du Parlement européen. La progression de la participation des femmes à la prise de décision politique au niveau de l'Union et de ses États membres semble marquer le pas depuis plusieurs années. En outre, les progrès accomplis ne sont pas égaux dans tous les États membres. En moyenne, l'équilibre hommes-femmes au sein des parlements nationaux demeure 24 % de femmes et 76 % d'hommes.

Questions directrices

Le débat s'est proposé d'examiner la situation actuelle des femmes dans la prise de décision politique et d'explorer les arguments les plus susceptibles de favoriser le changement. Les questions directrices étaient les suivantes:

- *Quelle est la situation actuelle en ce qui concerne la participation des femmes au processus décisionnel politique des différents États membres?*
- *Pourquoi le déséquilibre de représentation des femmes est-il important?*
- *Quels sont les avantages liés à une augmentation du nombre de femmes dans les processus de prise de décision politique?*
- *Les arguments en faveur d'un changement présentent-ils des écueils à éviter?*

Principales conclusions

On observe d'importantes inégalités, dans toute l'Union, concernant la présence des femmes dans la prise de décision politique. L'évolution vers l'égalité est lente, et il est prouvé que dans certains États membres, les progrès déjà accomplis sont en train d'être anéantis. Des cas de réactions négatives contre les femmes actives sur la scène politique ont été recensés.

Les arguments plaidant pour une plus grande égalité doivent être pragmatiques. L'un des grands arguments plaidant en faveur d'un équilibre hommes-femmes dans la représentation politique est celui de la justice, et un autre solide argument en faveur d'un changement concerne l'amélioration de la qualité et de la nature de notre démocratie. Les partis politiques doivent être l'un des publics cibles de ces arguments. Les revendications en faveur de l'égalité entre hommes et femmes dans le domaine de la prise de décision politique doivent être adaptées à ce public et insister sur les avantages que les partis politiques peuvent tirer de l'égalité entre les hommes et les femmes, notamment un accès à l'ensemble des talents disponibles et la possibilité d'attirer une large base d'électeurs. Les jeunes femmes devraient constituer un autre public cible des plaidoyers pour l'égalité entre les hommes et les femmes; il faudra insister en particulier auprès d'elles sur l'importance d'un changement, afin de les inciter à s'impliquer dans ce domaine.

Les arguments en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la prise de décision politique fondés sur des caractéristiques supposées des femmes ou sur une définition étroite des intérêts peuvent poser problème. Ces arguments ont été critiqués au motif qu'ils risquent de dépendre d'une vision essentialiste des femmes, d'être élitistes et de circonscire les femmes à un groupe d'intérêts restreint.

Session 2: Entrée des femmes en politique

Introduction

Les femmes sont confrontées à des obstacles qui les empêchent de choisir de briguer des postes à responsabilité politique. Parfois, elles en viennent même à la conclusion qu'une carrière politique leur est impossible, en raison de ces obstacles. Ces derniers sont appelés les «obstacles du côté de l'offre».

Questions directrices

Le débat s'est axé sur les obstacles du côté de l'offre ainsi que sur les actions pouvant être entreprises pour les traiter. Les questions directrices étaient les suivantes:

- *Quels sont les obstacles qui empêchent les femmes de choisir de briguer des postes à responsabilité politique?*



■ *Quels sont les problèmes culturels, économiques ou personnels pouvant être recensés?*

■ *Quelles actions se sont révélées capables d'éliminer ces obstacles?*

■ *Quels nouveaux types d'initiatives sont nécessaires pour les surmonter?*

Principales conclusions

La crise financière a une incidence globale déterminante sur la participation des femmes à la prise de décision politique. L'image générale du monde politique est ternie, et la politique est devenue un espace de participation moins attrayant.

On observe d'importants obstacles du côté de l'offre de nature culturelle. Les stéréotypes dont sont victimes les femmes, la perception sexospécifique des rôles des femmes et les pressions qui découlent de ces aspects conditionnent négativement les décisions prises par les femmes au sujet de leur participation à la politique. Ces obstacles culturels contribuent également à la création d'autres obstacles concrets à la prise de telles décisions.

Il est difficile de trouver de l'aide pour concilier vie professionnelle et vie familiale. Les femmes, qui doivent assumer une part inégale des responsabilités familiales, peuvent avoir du mal à trouver le temps d'entamer une carrière politique. Les femmes n'ont pas accès aux ressources économiques et aux réseaux nécessaires pour s'engager en politique. Les femmes peuvent également se trouver face à des obstacles de confiance et d'estime d'elles-mêmes au moment de décider d'entrer ou non en politique.

Il existe également des obstacles au niveau des pratiques des partis politiques. Souvent, ceux-ci ne présentent aucun modèle de réussite pour les femmes. Ils enferment parfois les femmes dans des domaines politiques et des rôles spécifiques, ce qui ne les encourage pas à participer.

Une proposition formulée à plusieurs occasions visait à établir des normes pour les partis politiques. On pourrait encourager l'émergence de nouveaux modèles féminins en politique, qui pourraient être acclamés et mis en valeur.

Les campagnes de la société civile pourraient être stimulées et soutenues. Ces organisations ont un rôle clé à jouer en militant pour sensibiliser davantage l'opinion aux inégalités de genre dans la prise de décision politique ainsi que pour obtenir un engagement en faveur de la promotion des femmes dans les processus décisionnels politiques.

Un changement culturel devrait être encouragé, et l'éducation a un rôle clé à jouer dans l'émergence de celui-ci. La nécessité éventuelle de l'émergence d'une autre politique a également été suggérée. Il s'agirait d'une politique fondée sur l'égalité et organisée de manière à parvenir à l'égalité.

Session 3: Ouverture des systèmes politiques.

Introduction

Les femmes qui décident de participer à la prise de décision politique sont confrontées à des obstacles au moment de mettre leur idée à exécution et de se construire une carrière politique. On appelle ces obstacles «les obstacles du côté de la demande».

Questions directrices

Le débat s'est axé sur les obstacles du côté de la demande ainsi que sur les actions pouvant être entreprises pour les traiter. Les questions directrices étaient les suivantes:

■ *Quels sont les obstacles auxquels sont confrontées les femmes cherchant à participer au processus décisionnel politique?*

■ *Quels sont les problèmes qui peuvent être recensés au niveau culturel, au niveau de la discrimination ou au niveau de la politique?*

■ *Quelles actions se sont révélées capables d'éliminer ces obstacles?*

■ *Quelles nouvelles initiatives sont nécessaires pour les surmonter?*

Principales conclusions

Un groupe d'obstacles du côté de la demande a été identifié. Il s'agit d'obstacles créés par les partis politiques. Ces obstacles se manifestent surtout lors des processus de sélection des candidats, ainsi qu'au niveau de la place affectée aux femmes sur les listes électorales.



On observe des obstacles au niveau de la demande au sein des institutions démocratiques. Parfois, ces institutions ne tiennent pas compte des besoins de leurs membres ayant des responsabilités familiales et n'y répondent pas. Elles ne prévoient pas toujours de services d'accueil des enfants ou d'arrangements permettant de concilier vie professionnelle et vie familiale.

Les processus politiques peuvent présenter des obstacles du côté de la demande. Il ne fait par exemple aucun doute que certains systèmes électoraux favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes tandis que d'autres en limitent la progression. Enfin, les médias peuvent contribuer aux obstacles du côté de la demande, dans leur couverture, ou leur absence de couverture, des problèmes rencontrés par les femmes dans le domaine de la prise de décision politique.

L'éducation, ici encore, a été au centre des propositions de changement formulées. L'éducation pourrait jouer un rôle dans l'élimination de ces obstacles du côté de la demande. Les campagnes de sensibilisation constituent un moyen important d'éduquer les citoyens sur ces questions.

L'une des priorités de changement doit viser les règles et procédures des partis politiques, particulièrement en ce qui concerne la sélection des candidats. Il a également été proposé de créer des quotas, essentiels pour garantir aux femmes un meilleur accès aux postes à responsabilité politique et éliminer les obstacles du côté de la demande.

Session 4: Construire l'avenir

Introduction

Des quotas peuvent permettre d'améliorer la situation, en compensant les obstacles que rencontrent les femmes. Ils peuvent obliger les partis à agir en vue de trouver des candidates actives et compétentes et accélérer le rythme actuellement lent du changement. Toutefois, les quotas peuvent prêter à controverse. Ils ont été critiqués pour ne pas prendre en compte le mérite et pour être discriminatoires et antidémocratiques.

Les élections du Parlement européen de 2014 pourraient constituer l'occasion d'augmenter le nombre de femmes occupant des postes à responsabilité politique. Les institutions européennes ont pris des engagements en faveur de l'atteinte de cet objectif. Le Parlement européen a invité le Conseil, la Commission et les États membres à mettre en œuvre des politiques et stratégies en vue d'atteindre la parité dans la participation aux processus décisionnels politiques. La Commission européenne s'est engagée à soutenir les efforts visant à promouvoir la participation des femmes aux élections du Parlement européen.

Des organisations de la société civile organisent des actions sur ce thème. Le Lobby européen des femmes a lancé une campagne «50/50» à l'échelle de l'Union afin de promouvoir la participation égale des hommes et des femmes à toutes les institutions européennes. L'Institut méditerranéen pour les études de genre coordonne les campagnes menées au niveau national en vue de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans la prise de décision politique.

Les élections, les engagements pris et les campagnes organisées constituent un tremplin permettant de promouvoir et de mettre en œuvre de nouvelles politiques et de nouveaux programmes en vue d'améliorer la participation des femmes à la prise de décision politique.

Questions directrices

Le débat s'est concentré sur les quotas et les opportunités actuelles de faire progresser les femmes dans le domaine de la prise de décision politique. Les questions directrices étaient les suivantes:

- *Les quotas ont-ils un rôle à jouer?*
- *Existe-t-il des moyens de régler les problèmes qui les rendent impopulaires?*
- *Les élections du Parlement européen de 2014 constituent-elles une opportunité de changement?*
- *Existe-t-il d'autres opportunités immédiates sur lesquelles nous devrions nous concentrer?*

Principales conclusions

Les élections du Parlement européen constituent une occasion majeure de susciter un changement en faveur d'une plus grande égalité en termes de représentation politique. Cette opportunité doit être saisie, tant pour accroître la présence des femmes au sein des instances décisionnelles politiques que pour faire en sorte que de nouveaux programmes d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes voient le jour au Parlement européen à la suite des élections à venir.

Pour concrétiser ce changement, les campagnes de la société civile sont importantes. Les associations de femmes doivent être soutenues dans les actions qu'elles mènent dans ce domaine. Ces organisations sont bien placées pour mettre en évidence les preuves des inégalités actuelles, plaider en faveur du changement et promouvoir les nouvelles politiques, les nouveaux programmes et les nouvelles pratiques nécessaires pour accroître le nombre de femmes participant à la prise de décision politique.



Contributions des experts et problèmes clés soulevés

Session 1: Valoriser l'égalité entre les genres et la démocratie

Situation

La session a débuté par un échange sur la situation actuelle dans les différents États membres. Il est clairement ressorti de l'ensemble des contributions que l'inégalité des genres dans la prise de décision politique continue de poser problème dans de nombreux États membres.

Des progrès ont été signalés en Italie.

“ *«Suite aux dernières élections en 2013, la représentation des femmes au sein du Parlement italien s'élève à 32 % à la Chambre et à 29 % au Sénat [...] lors des dernières élections politiques organisées en 2008, moins de 20 % de femmes avaient été élues, un chiffre qui dépassait à peine 11 % en 2001.»* Emma Pietrafesa

Des niveaux de participation de 11 % à peine ont été signalés et, dans la plupart des cas, les progrès accomplis étaient lents.

“ *«Nous avons eu des élections locales au mois de mai (en Croatie) et la représentation des femmes au niveau local y a progressé d'1 %, ce qui donne une représentation moyenne des femmes au niveau local de 18,2 %. Les progrès sont très lents.»* Ina Volmut

Toutefois, à certains endroits, cette lente évolution régresse déjà, ou risque de régresser bientôt.

“ *«À Chypre, les femmes sont gravement sous-représentées. Seuls 13 % des membres du parlement sont des femmes [...]. La représentation des femmes a essuyé un revers [...] nous avons davantage de femmes députées en 2006.»* Institut méditerranéen pour les études de genre

“ *«Après les élections de 2010 (en République tchèque), le nombre de députées féminines élues a atteint un nombre record (22 %) [...] Toutefois, vu l'aspect du scrutin pour les élections d'octobre, il semble probable que la proportion de femmes à la chambre des députés diminue de nouveau.»* Veronika Šprincová et Marcela Adamusová, Forum 50 % de la République tchèque

La notion de réactions hostiles s'est retrouvée dans plusieurs contributions, ainsi que dans les expériences contées par des candidates et politiciennes.

“ *«Pendant la campagne des élections municipales de ce mois de septembre, une candidate a été attaquée par ses opposants politiques [...] Ils se sont mis à utiliser ses photos (sur Facebook) afin de la faire passer pour une obsédée sexuelle, jeune et irresponsable [...] elle est devenue une victime parce qu'elle a décidé d'entamer une carrière en politique.»* Barbara, de Hongrie

“ *« Une chose qui se produit souvent, c'est le discrédit des femmes politiciennes, au moyen d'informations sur leur vie privée (réelles ou inventées de toutes pièces). Il y a quelques années, le ministre de l'intérieur (en Slovénie) était une femme ambitieuse, qui réussissait ce qu'elle entreprenait [...] Les gens ont commencé à se demander pourquoi elle n'était pas mariée et pourquoi elle n'avait pas d'enfants.»* Nina Sirk

Il est difficile pour les politiciens de se déclarer féministes, par peur de réactions hostiles.

“ *«Une seule femme parlementaire (en Roumanie) se déclare féministe.»* Irina Costache

La crise économique et financière s'est inscrite en filigrane du débat et pourrait être l'une des causes de ces réactions hostiles.

“ *«La crise économique actuelle peut avoir une incidence négative sur les possibilités que des femmes remportent les prochaines élections parlementaires, que les conditions générales nécessaires à la participation des femmes s'améliorent et que les préoccupations des femmes soient exprimées dans le cadre de ces élections.»* Claudia Padovani



Les arguments

Le fait de n'utiliser que la présence et la participation des femmes à la prise de décision politique comme mesure de réussite a été contesté.

«Il y a davantage de femmes en politique aujourd'hui que dans les années 90. Mais pouvons-nous qualifier cela de "progrès"? Les femmes sont-elles mieux représentées uniquement parce qu'il y a davantage de femmes parlementaires? Difficile de répondre à cette question.» Irina Costache

Une série d'arguments en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la représentation politique basés sur l'amélioration de la démocratie et la qualité de la gouvernance ont été avancés.

«C'est le manque de talents qui entraîne un déficit démocratique.» Sandor Kaszas, de Hongrie

«La démocratie sans les femmes (ou sans égalité des genres au sens large) n'est pas une vraie démocratie.» Veronika Šprincová et Marcela Adamusová, Forum 50% de la République tchèque

«Si une section importante de la population n'est pas incluse dans des domaines politiques et décisionnels importants pour des raisons autres que sa capacité, il est possible que nous ne soyons pas gouvernés par nos citoyens les plus talentueux. Il existe des besoins, des intérêts et des préoccupations spécifiques que les femmes connaissent de par leur expérience et qui ne pourraient être traités de manière appropriée par une politique dominée par les hommes.» Barbara, de Hongrie

Comme on pouvait s'y attendre, les partis politiques ont été identifiés comme étant des acteurs clés et un public clé des actions visant à faire comprendre l'importance de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces actions doivent néanmoins être adaptées aux spécificités de ce public.

«Ce qui influence les partis politiques, c'est la victoire. Si, en encourageant les femmes et en les aidant à être élues, les partis pensent qu'ils pourront retirer un profit, ils passeront à l'action.» Réseau de l'ADLE pour l'égalité des genres

«Il semble essentiel de recourir à des arguments pragmatiques (ainsi que normatifs) [...] d'organiser de meilleures relations publiques et d'obtenir davantage de soutien de la part des électeurs [...] Parfois, il est possible de faire appel à l'idéologie et aux principes du parti, et il est toujours utile d'utiliser le langage propre au parti.» Veronika Šprincová et Marcela Adamusová, Forum 50 % de la République tchèque

«Les arguments utiles pour convaincre les partis politiques d'agir dans ce domaine pourraient être que l'équilibre hommes/femmes améliore la qualité de l'élaboration des politiques et permet d'allouer les ressources publiques d'une manière qui satisfasse tant les besoins des femmes que ceux des hommes. Les partis ne tiennent pas pleinement compte des avis et des points de vue de la population qu'ils représentent si les femmes ne sont pas équitablement représentées. Il nous faut également convaincre les partis de la demande de démocratie paritaire de la part de la population.» Institut méditerranéen pour les études de genre

Le grand public doit donc également constituer l'un des publics cibles auprès duquel les arguments en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la prise de décision politique doivent être diffusés, afin qu'il puisse à son tour influencer les partis politiques.

Les femmes étaient considérées comme un public important auprès duquel il faut défendre l'égalité entre les femmes et les hommes dans la prise de décision politique. L'importance, à cet égard, de s'adresser spécifiquement aux jeunes filles a été soulignée.

«Les jeunes d'aujourd'hui (pas uniquement les filles) ne s'intéressent souvent pas du tout à la politique, parce que, bien trop souvent, leurs opinions ne sont pas prises en considération, ou ils ne veulent pas devoir appartenir à des élites politiques pour participer [...] Il faut changer quelque chose à la politique elle-même.» Nina Sirk

«Il est nécessaire d'inspirer, de faciliter et d'encourager depuis un très jeune âge la participation des femmes aux processus politiques et de décision [...] si les écoles secondaires ne prennent pas des mesures d'encouragement et de facilitation, nos actions de sensibilisation n'auront pas d'effet à long terme [...] pour cela, il nous faut des mesures éducatives et [...] des quotas en matière d'âge qui permettraient aux jeunes femmes d'intégrer les processus politiques sans rencontrer les obstacles habituels.» Agata Czarnacka

Controverses

La définition des arguments en faveur de la participation égale des femmes à la prise de décision politique peut être soumise à controverses: faut-il formuler ces arguments sous la forme d'une politique d'idées – tenant compte de tous les



points de vue et de toutes les opinions des citoyens – ou sous la forme d'une politique de présence – selon laquelle toute institution démocratique nécessite une représentation proportionnelle? Un grand nombre des arguments avancés sont plutôt en faveur d'une politique de présence.

«Les femmes veulent faire en sorte que leurs préoccupations soient représentées [...] La grande question est de savoir ce que signifie être "représenté", et elle s'accompagne de la question de savoir si l'identité de nos représentants est importante ou non. Deux aspects ou objectifs sont donc ici en jeu: la représentation des intérêts et la représentation des personnes.» Sandor Kaszas, de Hongrie

«Il est essentiel d'établir une distinction entre deux niveaux [...] Premièrement, le nombre de femmes en politique, pour lequel l'argument relatif à la justice est pertinent [...] Deuxièmement, le contenu de la politique [...] Bien entendu, les femmes, en tant que groupe, ont une différente expérience de la vie, mais on ne peut pas attendre des femmes qu'elles représentent les intérêts d'un parti ainsi que les intérêts d'un genre [...] Nous n'avons pas ce genre d'attente vis-à-vis des politiciens masculins.» Veronika Šprincová et Marcela Adamusová, Forum 50 % de la République tchèque

D'autres tensions surgissent lorsque des arguments en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes sont formulés sur la base de caractéristiques particulières que les femmes seraient susceptibles d'apporter au processus politique.

«Les femmes ont la caractéristique de travailler en collaboration, de rechercher la meilleure solution à un problème. Nous avons besoin de cela aujourd'hui plus que jamais.» Réseau de l'ADLE pour l'égalité des genres

Ces arguments présentent les écueils typiques d'une certaine forme d'essentialisme.

«Lorsque l'on parle d'égalité des genres dans les processus décisionnels, l'argument de la justice se suffit à lui-même. Il est toujours périlleux de baser son argumentation sur des caractéristiques dites "féminines" qui feraient défaut dans la politique actuelle.» Veronika Šprincová et Marcela Adamusová, Forum 50 % de la République tchèque

Les arguments basés sur le fait que les femmes représenteraient une seule série d'intérêts ont été contestés comme étant inappropriés et élitistes.

«L'idée selon laquelle les femmes ont une série d'intérêts en commun a été très controversée. L'une des principales critiques émises à son encontre était qu'elle semblait attribuer une essence commune à toutes les femmes, occultant ainsi les différences qu'il existe entre elles. Elle semble également laisser entendre que les intérêts des femmes sont "figés" dans le temps.» Barbara, de Hongrie

«Cela fait bien trop longtemps que les "problématiques de femmes" dominent nos discussions et, très franchement, cela a eu pour effet de nous faire passer pour des personnes uniquement intéressées par la santé reproductive et non pas par l'ensemble des problématiques existantes. C'est ainsi que les femmes ne sont pas prises au sérieux dans bon nombre de domaines de la vie politique [...] Nous devons par conséquent faire entendre une voix politique crédible.» Réseau de l'ADLE pour l'égalité des genres

Les intervenants étaient toutefois soucieux de conserver la notion de groupe, avec les intérêts communs et la solidarité entre femmes qu'elle implique.

«Il est incontestable que les femmes ont des intérêts spécifiques nécessitant une représentation. Partant de ce postulat, deux problèmes se posent: d'une part, le risque que l'association d'un groupe avec un intérêt puisse entraîner l'exclusion d'autres personnes, et d'autre part, l'idée que les femmes constituent un groupe unifié partageant un intérêt commun [...] La catégorie des "femmes" est extrêmement problématique, mais il apparaît aujourd'hui urgent de la redéfinir.» Veronika Bartha Toth, de Hongrie

Session 2: Entrée des femmes en politique

Dans le cadre de cette session, Sirpa Pietikäinen, députée européenne originaire de Finlande, a répondu à une série de questions. Elle a plaidé pour l'augmentation du nombre de femmes en politique en indiquant que cela «favoriserait la diversification des politiques. Plus le groupe de décideurs est diversifié, plus les résultats sont eux-mêmes diversifiés et concluants». Elle a ajouté que «l'expérience avait montré que les pays où davantage de femmes participaient à la prise de décision politique possédaient une société de bien-être plus performante, ce qui est essentiel pour les citoyens ainsi que pour la stabilité politique».

Elle a relevé que parmi les obstacles auxquels les femmes cherchant à participer à la politique étaient confrontées, le plus grand était les attitudes et les structures excluant les femmes des partis politiques, des listes électorales et des décisions



des groupes politiques. Il nous faut des règles de parité et des réglementations pour surmonter cet obstacle. Interrogée sur la question des quotas, elle s'y est montrée favorable: «Il nous faut des mesures contraignantes. Comme je l'ai déjà indiqué, l'égalité des genres n'est pas quelque chose que l'on obtient avec une attitude passive. Il nous faut des mesures actives. D'après certains calculs, il faudra attendre 2060 pour arriver à une parité de genres sans mesures contraignantes.»

En évoquant l'avenir à long terme et le programme de développement pour l'après-2015, elle a souligné l'importance d'aborder les questions des «droits sexuels et génésiques [...] des jeunes filles mariées et des mères n'ayant pas de métier [...] de la nécessité de mettre fin aux mariages des enfants [...] de l'éducation gratuite des jeunes filles et des femmes [...] et de la garantie des droits de propriété».

Les obstacles

Lors de cette session, les participants se sont penchés sur les obstacles «du côté de la demande» dissuadant les femmes de s'impliquer dans la politique et dans la prise de décision politique. Six séries d'obstacles ont été recensées et abordées lors du débat: la culture et les stéréotypes, la confiance en soi, la conciliation de la vie familiale et professionnelle, l'accès aux ressources, le comportement des partis politiques et la crise économique et financière.

La culture a été considérée comme un point clé du problème, et surtout la manière dont les femmes et les hommes se voient attribuer des rôles dans la société et le rôle joué à cet égard par les stéréotypes. Cette détermination sociale affecte les valeurs cultivées par les hommes et les femmes, leurs comportements, ainsi que la définition des rôles dévolus aux femmes, et influence les décisions de celles-ci quant à leur participation à la politique.

«Les femmes n'ont pas leur place en politique parce que cela ne correspond pas à l'image de la place de la femme dans la société avec laquelle nous avons grandi.» Irina Costache

«Les femmes sont socialement conditionnées à penser que la concurrence et l'ambition politique sont des caractéristiques qui n'ont rien de féminin. Elles sont réticentes à l'idée d'entrer dans le monde de la politique, vu qu'elles le perçoivent comme un "monde d'hommes", un monde impliquant un travail socialement inacceptable pour elles et pour lequel elles n'ont pas les capacités nécessaires pour en devenir actrices.» Veronika Bartha Toth

«Les femmes faisant partie du groupe susceptible de participer à la politique, qui ont des structures familiales traditionnelles ou adoptent une attitude conservatrice vis-à-vis des rôles masculins et féminins expriment moins souvent l'ambition de se présenter en politique que les hommes issus du même milieu.» Sandor Kaszas

«Bien qu'elles aient du talent et du potentiel en politique, les femmes commencent à croire ce que racontent les hommes. Elles commencent à se comporter comme les hommes s'y attendent [...] elles assimilent le discours patriarcal.» Barbara

Ces processus culturels n'entraînent pas un désintérêt de la politique, mais créent des difficultés de participation.

«Le fait que les femmes organisent et jouent un rôle très actif dans la société civile infirme l'hypothèse d'un manque d'intérêt de leur part pour la participation politique. Les femmes veulent participer, mais il leur est très difficile d'affronter le monde de la politique masculine.» Barbara

Ces processus culturels ont en revanche une incidence sur la confiance et l'estime qu'ont de nombreuses femmes d'elles-mêmes, ce qui influence les décisions qu'elles peuvent prendre en matière de politique.

«J'ai tenté de me présenter aux élections municipales. J'ai été étonnée en me rendant compte du nombre de problèmes auxquels j'étais confrontée de mon propre fait. L'autocensure que je m'infligeais me rendait renfermée et peu confiante, et nuisait également à mon intérêt et à ma motivation.» Veronika Bartha Toth

Les processus culturels se matérialisent très concrètement dans les rôles joués par les hommes et les femmes, et, par conséquent, le partage inégal des responsabilités familiales et domestiques engendre d'importants obstacles.

«L'un des plus grands obstacles à la participation politique des femmes est la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée et familiale [...] Un meilleur partage des responsabilités familiales et autres responsabilités privées serait sans aucun doute utile.» Pavla Špondrová

Les obstacles culturels deviennent en outre plus concrets lorsque l'on aborde l'accès des femmes aux ressources et aux réseaux nécessaires à une carrière couronnée de succès.

«L'accès aux ressources est ce qui fait la différence entre un politicien gagnant et un simple membre de parti [...] Par ressources, on entend la capacité à réunir des fonds via des contacts personnels, l'accès à l'information et la possibilité de nouer des contacts sociaux dans certains contextes.» Irina Costache



«Les femmes ne sont pas toujours en mesure de décider, au nom de leur ménage, d'investir de l'argent dans leur propre carrière politique.» Barbara

Les partis politiques partagent et diffusent les valeurs et les stéréotypes qui imposent des limites aux femmes qui décident d'entrer en politique. Cela peut prendre des formes très extrêmes.

«L'image des femmes en politique est associée en Italie à l'image de femmes qui se donnent en spectacle, qui sont à l'origine d'une série de scandales politiques au sein de certains partis [...] la plupart des gens pensent que les femmes qui s'impliquent en politique ne peuvent, du fait de leur expérience et de leurs compétences, atteindre de hauts niveaux de responsabilité.» Francesca Ragno

«Ce n'est pas dans tous les pays que la culture politique permet aux jeunes femmes de prendre la parole et de se montrer en ayant une certaine garantie de ne pas être considérées comme des objets sexuels – de ne pas avoir obtenu leur poste grâce à leur corps.» Agata Czarnacka

Les obstacles du côté de l'offre créés par les partis politiques vont au-delà de l'image, et concernent la place accordée aux femmes à l'intérieur des partis politiques.

«De nombreuses femmes politiciennes se plaignent que leur parti les cantonne à traiter des problématiques de femmes.» Irina Costache

Enfin, la crise financière a entraîné une dégradation de l'image de la politique dans l'opinion publique, d'où l'apparition de nouveaux obstacles à la participation, et même de la nécessité de nouvelles formes de politiques.

«Le fait que la politique soit elle-même un domaine discrédité est déjà un obstacle en soi. Par le passé, des générations et de nombreuses catégories sociales ont perdu confiance dans les démocraties représentatives et leur arsenal de politiciens de métier, leurs systèmes électoraux et leurs partis politiques. Espérons qu'il y ait, quelque part, des femmes qui travaillent sur une politique d'un nouveau genre.» Irina Costache

Les actions

Pour être efficaces, les actions visant à lutter contre ces obstacles du côté de l'offre doivent être complètes et inclure tous les obstacles. «Il est primordial d'élaborer une stratégie globale tenant compte des différents niveaux et des différents facteurs qui interviennent. Il est important de mettre sur pied des campagnes de sensibilisation et d'éducation [...] afin que la société civile compte un secteur de femmes ayant les moyens d'agir [...] apportant leur expertise et leur soutien [...] et afin d'assurer une mobilisation efficace des femmes dans la société civile.» Barbara

Parmi les actions entreprises afin d'éliminer ces obstacles figurent des campagnes de sensibilisation visant à promouvoir la participation des femmes, le mentorat de femmes souhaitant entrer en politique, des programmes de formation et de mise en réseau destinés à soutenir les femmes et la création de fondations ayant pour but de financer les campagnes électorales de femmes.

Une importance particulière a été accordée aux actions entreprises par les partis politiques en vue d'éliminer ces obstacles.

«Il serait bénéfique pour tous les partis politiques de se mettre d'accord sur l'importance de ces actions et de travailler ensemble afin de les mener à bien. Un exemple serait le groupe des 300 au Royaume-Uni, où les femmes et les hommes des grands partis ont formé des candidates potentielles sans a priori lié à leur parti, et qui a fait du bon travail.» Réseau de l'ADLE pour l'égalité des genres

Il a été suggéré que l'établissement de normes pourrait favoriser considérablement le changement au sein des partis politiques.

«Pourquoi ne pas créer une sorte de normes officielles de l'UE pour les partis politiques.» Pavla Špondrová

Session 3: Ouverture des systèmes politiques

Marusya Lyubcheva, députée européenne bulgare, a rejoint le débat à l'occasion de cette session. Elle a déclaré: «Selon ma propre expérience, les principaux problèmes, ou, autrement dit, les "obstacles", empêchant l'ouverture des systèmes politiques, résident dans les structures sociales actuelles, ainsi que dans la manière dont les femmes envisagent leur rôle». Elle a évoqué le problème des stéréotypes, la sous-estimation de leurs conséquences et le manque de confiance en soi et d'estime de soi dont souffrent les femmes.

Elle a également insisté sur les obstacles du côté de la demande. «Le plus difficile a été l'incompréhension de ce que je fais et des raisons pour lesquelles je le fais de la part des cercles politiques de haut niveau. Officiellement, nous sommes tous



en faveur de l'égalité et de l'intégration de la dimension de genre, mais dans les faits, les hommes parviennent toujours à avoir le rôle dominant lorsqu'il s'agit d'élaboration des politiques. Comme si la solidarité entre hommes était plus forte que la solidarité entre femmes.

Selon elle, la solidarité entre femmes est l'un des moteurs du changement. «Il est également important que les femmes qui ont réussi en politique, dans les affaires et dans la sphère académique soutiennent ce processus et soient actives dans le domaine de l'égalité des genres.» L'éducation était un autre moteur de changement. «Ce que nous devons faire à présent, c'est nous concentrer sur l'éducation, et même l'éducation de la société, afin de changer la mentalité dominante, d'expliquer que les hommes et les femmes sont non seulement des partenaires égaux dans la vie, mais aussi des partenaires égaux dans la société, l'industrie et l'économie.»

Elle s'est prononcée en faveur des quotas, en expliquant que «les quotas sont une mesure à court terme nécessaire [...] Je suis pour les quotas et je pense que toutes les femmes qui sont en politique devraient également afficher leur soutien à cette solution. Bon nombre d'hommes sont opposés aux quotas au prétexte qu'à cause d'eux, des femmes non professionnelles et moins préparées pourront accéder à de hautes fonctions au sein des partis et des gouvernements. Je ne vois aucune validité à ces arguments et je suis en total désaccord avec eux». Elle a conclu en disant espérer qu'«avec l'approche des élections européennes, ce thème figurera à un rang plus élevé parmi les priorités de l'Union et recevra davantage d'attention de la part des médias.»

Les obstacles

Lors de cette session, les participants ont examiné les obstacles dits «du côté de la demande» rencontrés par les femmes qui décident de s'impliquer en politique et dans la prise de décision politique et voient leur progression bloquée. Un lien a immédiatement été établi entre les obstacles du côté de la demande et ceux du côté de l'offre.

«Ce débat est rattaché à celui consacré aux obstacles que les femmes se créent elles-mêmes. Ces obstacles internes illustrent la manière dont la société fait obstacle à la participation des femmes aux processus décisionnels.» Barbara

Un cadre constitué de quatre groupes d'obstacles a été défini et discuté durant le débat: ces groupes sont le fonctionnement des partis politiques, l'organisation des institutions démocratiques, les processus politiques et les médias. Ici encore, l'impact de la crise économique et financière sur la question de l'égalité a été évoqué, la crise ayant eu pour effet de faire disparaître l'égalité des genres de la liste de priorités des institutions.

Le fonctionnement interne des partis politiques peut également créer des entraves.

«Les partis politiques abusent souvent du potentiel des (jeunes) femmes, mais ne leur proposent pas de bonnes places sur les listes électorales en échange.» Veronika Bartha Toth

Les institutions démocratiques ne répondent pas toujours aux besoins des membres ayant des responsabilités familiales.

«Au niveau institutionnel, tout le monde connaît la photo de l'eurodéputée italienne qui allaite au Parlement européen, mais dans quel pays l'État fournit-il à ses parlementaires des services de crèche et d'accueil des enfants?» Veronika Bartha Toth

Lors de l'examen des processus politiques susceptibles d'aider les femmes ou de leur créer des obstacles, les systèmes électoraux ont fait l'objet d'une attention particulière.

«Les systèmes électoraux sont essentiels. En Italie, les règles actuelles disposent que c'est à la haute direction des partis à choisir les candidats qui figureront dans leur liste. Quelques partis politiques ont volontairement appliqué des méthodes de sélection ascendantes, avec pour résultat des listes de candidats plus équilibrées au niveau de la répartition hommes/femmes.» Graziano Di Paola

Un système électoral ayant donné des résultats positifs a été signalé en Italie.

«En Italie, lors des élections locales, nous pouvons choisir le candidat au conseil municipal en exprimant un vote de préférence. Nous avons une liste de candidats, et l'électeur choisit le candidat qu'il préfère en indiquant son nom sur le bulletin. Par le passé, l'électeur ne pouvait exprimer qu'une seule préférence. Depuis cette année, il peut en exprimer deux, mais il doit s'agir d'un homme et d'une femme.» Francesca Ragno

Toutefois, même avec de bonnes intentions, les systèmes électoraux visant à améliorer l'égalité entre les genres doivent être élaborés avec soin.

«La parité de genre pour les élections de l'Assemblée nationale constituante [tunisienne] ne garantissait pas une représentation égale des femmes, étant donné que la plupart des partis politiques n'ont pas nommé de femmes en tant que candidates têtes de listes. Par conséquent, 24 % des sièges de l'Assemblée nationale constituante sont occupés par des femmes.» Moufida Oueslati



Enfin, la couverture médiatique ou l'absence de celle-ci peut entraver la progression des femmes dans la prise de décision politique.

«Lors des dernières élections parlementaires [en Grèce], le Secrétariat général pour l'égalité des genres a demandé à l'autorité nationale de radio et télédiffusion (ESR) de permettre, gratuitement, la diffusion du message "Pendant les élections, ignorez les stéréotypes de genres. Votez également pour des femmes". L'ESR a refusé de diffuser gratuitement ce message, en justifiant sa décision par le fait que le message sortait du cadre de l'égalité des genres.» Maria Karageorgou

Les actions

Une série d'actions ont été mises en œuvre dans les États membres ainsi qu'au niveau de l'Union afin de lutter contre les obstacles du côté de la demande. Des normes ont été élaborées en ce qui concerne le fonctionnement des institutions démocratiques et des partis politiques et les comportements qui y sont adoptés. Différentes formes de systèmes de quotas ont été mises en œuvre.

L'introduction de systèmes de quotas a été citée comme étant essentielle à l'obtention d'un changement, malgré certaines polémiques. «Un système contraignant est souhaitable, un système de quotas. Toutefois, un tel système n'est pas en adéquation avec la campagne 50-50. Inclure dans les listes de candidats un système à double préférence aide (peut-être) les électeurs à tenir compte de la dimension de genre au moment de réfléchir à leur vote.» Siusi Casaccia

Les tribunaux, les associations de femmes et les femmes déjà élues à des postes politiques sont considérés comme ayant un rôle à jouer dans l'élimination de ces obstacles. En Italie, ces trois acteurs se sont associés afin d'apporter un changement significatif.

«En Italie, une série de décisions prises par les tribunaux administratifs en ce qui concerne la composition des gouvernements locaux (en raison de l'exécution insuffisante des lois nationales en matière d'égalité des chances) ont attiré l'attention du public sur l'importance du principe d'égalité des chances exprimé dans notre Constitution. Grâce aux actions des associations de femmes et des députées, le Parlement a adopté une nouvelle loi électorale pour les élections locales, introduisant le vote "à double préférence de genre" et la présence obligatoire de femmes dans les gouvernements locaux.» Francesca Ragno

Il est nécessaire de mettre en œuvre une combinaison d'actions et de niveaux d'action différents. Cette nécessité a été exprimée sous la forme d'un «kit» d'actions.

«Il nous faut un kit favorable aux femmes [...] pour le système électoral, des règles pour la participation des femmes aux médias et aux campagnes électorales [...] une action forte contre les stéréotypes culturels.» Assunta Sarlo

Session 4: Construire l'avenir

Claudette Abela Baldacchino, députée européenne maltaise, a apporté sa contribution à la dernière session du débat en ligne. Elle était favorable aux quotas, mais estimait que les quotas hommes/femmes ne suffisent pas à eux seuls.

«Je pense que les quotas sont des mesures de soutien utiles. Néanmoins, nous ne pouvons pas nous contenter de quotas, car seule une mise en œuvre durable des politiques, autonomisant les femmes, peut permettre de garantir l'égalité des genres. L'égalité, ce n'est pas seulement adopter des mesures législatives, c'est aussi la culture, et faire changer la mentalité de la société au sujet du rôle des femmes. L'Union européenne doit montrer son soutien à l'autonomisation des femmes.»

Elle était enthousiaste à propos des possibilités d'action actuelles. «Il existe pour le moment de nombreuses possibilités de changement, et bon nombre d'actions ont déjà été entreprises afin d'induire un changement. Par exemple, le rapport sur les femmes au sein des conseils d'administration peut favoriser la création de meilleures opportunités pour les femmes, non seulement au sein de ces très importantes structures et entités, mais aussi dans les secteurs de nos sociétés dans lesquels les postes de pouvoir sont concentrés dans les mains des hommes.» Elle a souligné que «parler de l'égalité des genres ne suffit pas: nous devons créer des structures fortes au sein de nos sociétés, afin de faire réellement progresser l'égalité.»

Elle a insisté sur l'importance de l'éducation en tant que moteur de changement. «Les initiatives de changement peuvent être stimulées via l'éducation. L'éducation est capitale pour donner les moyens d'agir non seulement aux femmes, mais à tout le monde sans distinction. Nous devons nous servir de l'éducation pour améliorer la façon dont nous nous percevons mutuellement dans nos sociétés.»

Quotas

Les systèmes de quotas ont été au centre des débats toute la journée. Les trois députées européennes qui ont participé à la session étaient favorables aux quotas et, globalement, cette position s'est reflétée dans le débat.



«D'un côté, les systèmes de quotas garantissent que les femmes participent activement à la prise de décision politique [...] De l'autre côté, les femmes qui exécutent ces tâches peuvent être sous-estimées, vu que d'après certaines pensées masculines, elles auront obtenu leur siège sans effort ni valeur personnelle. Quoi qu'il en soit, ils sont nécessaires. Ouvrir le système politique est la première étape à franchir pour faire des femmes de véritables citoyennes.» Fondation One-Parent Families Isadora Duncan

L'existence d'arguments contre les quotas a été signalée.

«Les gens qui sont contre les quotas affirment que ces derniers vont à l'encontre du principe d'égalité des chances, vu qu'ils privilégient les femmes. Ces systèmes sont donc antidémocratiques puisqu'ils empêchent les électeurs de choisir leurs représentants.» Veronika Bartha Toth

Il a été considéré comme important, pour que les quotas aient l'effet escompté, qu'ils soient élaborés avec soin.

«Si l'on applique des quotas aux listes électorales, ce qui se passe, c'est que les hommes seront placés aux postes d'élection, et les femmes seront ailleurs sur la liste [...] pour faire preuve de diversité et d'égalité.» Irina Costache

Opportunités

Les élections du Parlement européen à venir sont considérées comme une occasion importante d'apporter des changements à la situation des femmes dans la prise de décision politique. Telle a été la position résumée dans une déclaration visionnaire qui a souligné la nécessité que ces élections soient caractérisées par une plus grande égalité, tant en ce qui concerne la présence des femmes au Parlement qu'en ce qui concerne le programme élaboré par le Parlement.

«J'espère un nouveau Parlement européen dans lequel les femmes seront beaucoup plus présentes, non seulement en nombre, mais aussi en termes de prise de décision. Je voudrais voir figurer les problématiques d'équilibre entre vie privée et vie professionnelle, de protection de la maternité, d'égalité de salaires et de politiques de lutte contre la violence et le harcèlement parmi les grandes priorités des programmes des partis. Je voudrais voir un Parlement qui prévoit des instruments financiers pour la prise en considération de la dimension de genre, pour la formation des femmes et pour l'entrepreneuriat des femmes. Je voudrais voir un Parlement suffisamment résolu pour voter une division obligatoire des responsabilités parentales et du congé parental entre les parents. Je voudrais voir un Parlement qui adopte des mesures incitant les hommes à devenir le parent qui s'occupe des enfants. Je voudrais voir un Parlement européen orienté vers l'égalité.» Maria Karageorgou

L'action de la société civile permet d'apporter des changements en ce qui concerne le rôle des femmes dans la prise de décision politique. La société civile a un rôle clé à jouer dans l'introduction de changements à l'occasion des élections à venir.

«La société civile pourrait jouer un rôle majeur dans la sensibilisation à ce sujet. Elle pourrait lancer une campagne de communication visant à ce que des femmes soient choisies lors des élections européennes. Une telle campagne serait efficace et facile à organiser avec une coordination entre les réseaux d'associations de femmes.» Graziano Di Paola

Conclusions

Le Parlement européen et la Commission européenne ont pris de précieux engagements en faveur de l'égalité des genres dans la prise de décision politique. Les élections du Parlement européen à venir constituent l'opportunité de faire davantage progresser cette question. D'importantes inégalités demeurent dans toute l'Union concernant la présence des femmes dans la prise de décision politique. L'évolution vers l'égalité est lente, et il est prouvé que dans certains États membres, les progrès déjà accomplis sont en train d'être anéantis.

L'un des grands arguments plaidant en faveur d'un équilibre hommes-femmes dans la représentation politique est celui de la justice, et un autre solide argument en faveur d'un changement concerne l'amélioration de la qualité et de la nature de notre démocratie. Les partis politiques doivent être convaincus des avantages qu'ils peuvent tirer de l'égalité des genres, en ayant accès à l'ensemble des talents disponibles, ou en ayant la possibilité d'attirer une large base d'électeurs. Les arguments en faveur du changement fondés sur les supposées caractéristiques des femmes ou sur une définition étroite de leurs intérêts pourraient poser problème, vu qu'ils risquent de dépeindre une vision essentialiste des femmes, d'être élitistes et de circonscrire les femmes à un groupe d'intérêts restreint.



Il existe des obstacles du côté de l'offre qui empêchent les femmes de prétendre à des postes à responsabilités en politique. Les pressions culturelles découlant des stéréotypes dont sont victimes les femmes et la perception sexospécifique du rôle des femmes influencent négativement les décisions des femmes relatives à leur participation à la politique. L'éducation a un rôle clé à jouer dans l'obtention des changements culturels nécessaires.

Il existe peu d'aides à la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale et, par conséquent, les femmes ont du mal à trouver le temps de lancer une carrière politique. Souvent, elles n'ont pas accès aux ressources économiques et aux réseaux nécessaires pour s'engager en politique. Elles peuvent également être confrontées à des obstacles liés à une faible confiance et une faible estime d'elles-mêmes.

Les partis politiques ne présentent que rarement des modèles de réussite féminins. Ils enferment parfois les femmes dans des domaines politiques et des rôles spécifiques. Une proposition formulée à plusieurs occasions visait à établir des normes pour les partis politiques.

Il existe des obstacles du côté de la demande au sein des partis politiques, des institutions démocratiques et des processus politiques. La sélection des candidats par les partis politiques et le placement des femmes sur les listes électorales peuvent être discriminatoires à l'encontre des femmes. L'une des priorités de changement doit viser les règles et procédures des partis politiques. Les institutions démocratiques ne répondent pas toujours aux besoins des membres ayant des responsabilités familiales. Les systèmes électoraux peuvent également présenter des obstacles, certains étant plus réceptifs à l'idée de l'égalité des genres que d'autres. Il a été proposé de créer des quotas, essentiels pour garantir aux femmes un meilleur accès aux postes à responsabilité politique et éliminer les obstacles du côté de la demande.

Il convient de saisir l'opportunité offerte par les élections du Parlement européen, tant pour accroître la présence des femmes au sein des instances décisionnelles politiques que pour faire en sorte que de nouveaux programmes d'action pour l'égalité des genres soient élaborés par le prochain Parlement européen. Les campagnes de la société civile sont importantes pour obtenir ce changement et les associations de femmes doivent être soutenues à cet égard.

Annexe I — Ressources

Liste des ressources publiées sur la plate-forme EuroGender pendant le débat

1. Déclaration et plate-forme d'action de Pékin – en 1995, lors de la quatrième conférence mondiale sur les femmes, les États membres des Nations unies et les femmes du monde entier ont créé la déclaration et la plate-forme d'action de Pékin. Voir: <http://eurogender.eige.europa.eu/documents/beijing-declaration-and-platform-action>
2. Pékin + 10: progrès accomplis au sein de l'Union européenne. Rapport de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne – ce rapport donne un aperçu des grandes évolutions en faveur de l'égalité des genres dans l'UE. Ce rapport mettait fin au suivi donné par l'UE aux douze domaines critiques définis par la plate-forme d'action. Voir: <http://eurogender.eige.europa.eu/documents/beijing10-progress-made-within-european-unionreport-luxembourg-presidency-council-european>
3. Pékin +15: le programme d'action et l'Union européenne. Rapport de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne – il s'agit de la troisième révision au niveau européen de l'application des douze domaines critiques de la plate-forme d'action. Voir: <http://eurogender.eige.europa.eu/documents/beijing15-platform-action-and-european-unionreport-swedish-presidency-council-european>
4. Moving Beyond Quotas in the EU: An Emerging Stage of Democracy (Aller au-delà des quotas dans l'UE: une phase de démocratie émergente), Agnes Hubert, 2004 – ce document a été présenté lors de la conférence organisée par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale et le réseau CEE Network for Gender Issues à Budapest. Voir: <http://eurogender.eige.europa.eu/documents/moving-beyond-quotas-eu-emerging-stage-democracy>
5. Positive Action, discussion paper (2011) – ce document a été préparé dans le cadre du séminaire juridique consacré aux stratégies en faveur de l'égalité et aux législations contre la discrimination à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE qui s'est tenu en octobre 2011. Voir: <http://eurogender.eige.europa.eu/documents/positive-action-discussion-paper>



6. Women in Decision making Positions. Report (DG Justice 2012) – ce rapport a été préparé dans le cadre du séminaire juridique consacré aux stratégies en faveur de l'égalité et aux législations contre la discrimination à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE qui s'est tenu en octobre 2011.
Voir: <http://eurogender.eige.europa.eu/documents/positive-action-discussion-paper>
7. Rapport sur la participation des femmes à la prise de décision politique – qualité et égalité (PE, 2012) – Sirpa Pietikäinen était rapporteure de ce rapport adopté par le Parlement européen.
Voir: <http://eurogender.eige.europa.eu/documents/report-women-political-decision-making-quality-and-equality>
8. Rapport sur l'indice d'égalité des genres (EIGE, 2013) – cet indice fournit un état des lieux détaillé des disparités hommes-femmes dans l'UE et entre les États membres.
Voir: <http://eurogender.eige.europa.eu/documents/gender-equality-index-report>
9. Action for Gender Balance in the European Parliament – EP Elections 2014 (PE, 2013) – cette étude a été réalisée pour l'atelier organisé sur ce thème par la commission FEMM du Parlement.
Voir: <http://www.europarl.europa.eu/document/activities/cont/201307/20130708ATT69362/20130708ATT69362EN.pdf>
10. Electoral Gender Quota Systems and their Implementation in Europe – Update 2013 (PE, 2013) – il s'agit d'une mise à jour de l'étude réalisée en 2011 au sujet des quotas électoraux par sexe et de leur application en Europe.
Voir: <http://www.europarl.europa.eu/document/activities/cont/201307/20130708ATT69360/20130708ATT69360EN.pdf>
11. Site web de Parity Democracy, 2013 – il s'agit du site web d'un projet coordonné par l'Institut méditerranéen pour les études de genre, en partenariat avec le Lobby européen des femmes, le Centre d'information des femmes sur l'emploi (Lituanie), le Forum 50 % (République tchèque) et le Lobby des femmes roumaines (Roumanie).
Voir: <http://paritydemocracy.eu>
12. Base de données: Les femmes et les hommes dans la prise de décision (CE, 2013) – Cette base de données de la Commission européenne propose des informations sur la prise de décision politique au niveau européen et national, mises à jour tous les trimestres.
Voir: http://ec.europa.eu/justice/gender-equality/gender-decision-making/database/index_fr.htm
13. Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2010-2015 [COM (2010) 491 final] – il s'agit du programme de travail de la Commission européenne en matière d'égalité des genres.
Voir: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0491:FIN:fr:PDF>
14. Une Charte des femmes [COM (2010) 78 final] – cette déclaration de la Commission réaffirme et renforce son engagement visant à faire de l'égalité entre hommes et femmes une réalité.
Voir: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0078:FIN:FR:PDF>
15. Women's Participation in Politics, Houses of the Oireachtas, Joint Committee on Justice, Defence, Equality and Human Rights, Rapporteur Report by Senator Ivana Bacik, Irlande, 2009 – ce rapport présente les obstacles à la participation des femmes à la politique, au niveau de l'accueil des enfants, des contraintes financières, de la confiance, de la culture et de la sélection des candidats.
Voir: http://www.oireachtas.ie/documents/committees30thdail/j-justiceedwr/reports_2008/20091105.pdf
16. Democracy and the Representation of Difference & the Politics of Presence: Problems and Developments, Anne Phillips, GEP Research Programme on Gender, Empowerment and Politics, 2000 – ces documents traitent de la politique des idées et de la politique de la présence, du point de vue de l'égalité des genres.
Voir: http://vbn.aau.dk/files/49900648/GEP_Tesktserie_No4_2000.pdf

Autres références fournies par les participants

1. Women in decision-making: The role of the new media for increased political participation (PE, 2013) – Cette étude examine les obstacles à la participation des femmes en politique ainsi que les façons dont les nouveaux médias peuvent favoriser leur implication à différents niveaux de la participation politique. Cette étude est disponible à l'adresse suivante: [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2013/493010/IPOL-FEMM_ET\(2013\)493010_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2013/493010/IPOL-FEMM_ET(2013)493010_EN.pdf)



2. L'Institut méditerranéen pour les études de genre a lancé des pétitions de soutien au projet de démocratie paritaire (www.thunderclap.it/projects/4679-vote-change-vote-for-women) ainsi qu'une déclaration commune réclamant la parité hommes/femmes à tous les niveaux (www.paritydemocracy.eu/take-action).
3. Women for Election, en Irlande, propose des formations aux femmes qui ont envie de participer à la politique. Des informations sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.womenforelection.ie/our-programmes/>
4. Le Forum 50 %, en République tchèque, a créé une campagne de clips vidéo consultable à l'adresse suivante: <http://www.youtube.com/user/zenyvpolitice>

Annexe II — Liste des participants

Nom	Organisation	Pays
Agata Czarnacka	Experte en politique et en démocratie	Pologne
Réseau de l'ADLE pour l'égalité des genres	Réseau de l'ADLE pour l'égalité des genres	UE
Assunta Sarlo	Journaliste	Italie
Barbara Finta	Experte indépendante	Hongrie
Barbara Leda Kenny	Cultura Lavoro srl	Italie
Christina Andersson	Coordinatrice pour l'ambassadeur	Suède
Claudette Abela Baldacchino	Députée européenne	Malte
Claudia Padovani	Université de Padoue	Italie
Dimitrios Tsoutsias	EIGE	Lituanie
Elisabetta Addis	Professeur	Italie
Emma Pietrafesa	INAIL	Italie
Erika Schulze	Parlement européen	UE
Fondation One-Parent Families Isadora Duncan	Fondation One-Parent Families Isadora Duncan	Espagne
Francesca Ragno	Aspettare Stanca Association	Italie
Giuliana Cacciapuoti	Women for Female Toponymy	Italie
Graziano Di Paola	Cultura Lavoro srl	Italie
Ina Volmut	Office de l'égalité des genres du gouvernement de la République de Croatie	Croatie



Indre Mackeviciute	EIGE	Lituanie
Irina Costache	Association pour la liberté et l'égalité des genres	Roumanie
Katarzyna Pabijanek	EIGE	Lituanie
Marcela Adamusová	Forum 50 %	République tchèque
Maria Karageorgou	Enquêtrice principale auprès du Médiateur grec	Grèce
Marusya Lyubcheva	Députée européenne	Bulgarie
Institut méditerranéen pour les études de genre à Chypre	Institut méditerranéen pour les études de genre à Chypre	Chypre
Moufida Oueslati	Affiliated Network for Social Accountability in the Arab World	Tunisie
Niall Crowley	Expert indépendant	Irlande
Nina Sirk	Chercheuse et experte indépendante	Slovénie
Pavla Špondrová	Forum d'experts	République tchèque
Sandor Kaszas	Expert indépendant	Hongrie
Sirpa Pietikäinen	Députée européenne	Finlande
Siusi Casaccia	EWL	Italie
Veronika Bartha Toth	Chercheuse et conférencière	Hongrie
Veronika Šprincová	Forum 50 %	République tchèque

Coordonnées

Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes

Gedimino, 16

LT-01103 Vilnius

LITUANIE

Tél. +370 5 215 7444

Tél. +370 5 215 7400

<http://eige.europa.eu/>

<https://twitter.com/eurogender>

<https://facebook.com/eige.europa.eu>

<https://youtube.com/user/eurogender>

<http://eige.europa.eu/content/eige-newsletters>

<http://eurogender.eige.europa.eu/>



